



Conseil économique et social

Distr. générale
17 janvier 2000
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-quatrième session

28 février-2 mars 2000

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques

Déclaration présentée par la Fédération mondiale des anciens combattants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31, en date du 26 juillet 1996.

* * *

La Fédération mondiale des anciens combattants a l'honneur d'appeler l'attention de la Commission sur sa position concernant la question des «femmes dans les conflits armés» qui constitue l'un des domaines critiques du Programme d'action de Beijing, adopté en 1995 par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Puisque la Commission de la condition de la femme entame la session durant laquelle elle fera fonction de comité préparatoire de l'examen quinquennal, en juin 2000, de l'application des résultats de la Conférence, nous souhaiterions vivement qu'elle étudie comment la communauté internationale et les gouvernements réagissent aux pertes civiles, dans la plupart des cas des femmes et des enfants, qui résultent des conflits armés de plus en plus nombreux à travers le monde. Ces victimes civiles sont autant de tragédies, sur le plan humanitaire, que l'on doit reconnaître et auxquelles on doit remédier.

Créée en 1950 par d'anciens combattants et des victimes de guerre, la Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC) a pour vocation de promouvoir la paix et les droits de l'homme ainsi que la réadaptation de ces groupes de population. Elle compte actuellement plus de 27 millions de membres originaires de 77 pays répartis dans les cinq continents. L'un de ses objectifs est de maintenir la paix et la sécurité internationales grâce à l'application de la Charte des Nations Unies et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La Fédération s'est érigée en défenseur des droits fondamentaux de tous, notamment des femmes. Consciente que la guerre et les conflits armés n'ont pas forcément les mêmes conséquences pour les femmes et pour les hommes, elle a créé en 1984 une Commission permanente des femmes dont elle a fait un important instrument de défense des droits fondamentaux des femmes et des enfants gravement touchés par les conflits armés.

Pour mener à bien sa mission, la Fédération a présenté à la Commission, en mars 1992, une déclaration dans laquelle elle soulignait que les femmes anciennes combattantes et victimes de guerre devaient

* E/CN.6/2000/1.

bénéficier d'une égalité de traitement de la part des gouvernements et des organismes internationaux et appelait l'attention de la Commission sur le grand nombre de femmes victimes de guerre qui ont fait l'objet d'une discrimination de la part des gouvernements sur le plan des avantages, des soins de santé et des pensions.

Dans sa déclaration à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est tenue en 1993 à Vienne, la Fédération a souligné que les femmes victimes de guerre figuraient parmi les groupes les plus vulnérables du monde et que leurs droits fondamentaux étaient encore plus réduits et bafoués que ceux des autres femmes. La réaffirmation du caractère universel des droits de l'homme revêt une importance particulière car les droits fondamentaux des femmes font partie intégrante des droits de l'homme et ne doivent pas être définis selon une norme morale différente ou modifiée pour des raisons d'ordre culturel ou religieux. Il importe au plus haut point de se méfier des tentatives visant à justifier les violations des droits fondamentaux des femmes sous prétexte de pratiques culturelles, religieuses ou traditionnelles pour les soustraire aux normes universelles en la matière. La lutte pour l'égalité et l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes va de pair avec la protection de leurs droits fondamentaux.

La Fédération a appuyé la Déclaration sur l'élimination de la violence contre les femmes et a condamné le recours au viol comme moyen de guerre et de terreur dans les conflits armés tout en proposant qu'il soit considéré comme crime de guerre. Elle n'a cessé de réaffirmer sa volonté d'oeuvrer à assurer les droits fondamentaux des femmes en dénonçant la discrimination, la violence et les sévices sexuels. Elle a appelé l'attention sur la situation dramatique des «femmes de réconfort», ces centaines de milliers de femmes capturées par l'armée japonaise et réduites à l'état d'esclaves sexuelles avec l'appui du Gouvernement japonais lors de l'invasion de l'Asie durant la Seconde Guerre mondiale. Elle a également favorablement accueilli l'initiative prise par l'Organisation des Nations Unies de confier au Rapporteur spécial chargé de la violence contre les femmes la mission d'enquêter sur cette tragédie méconnue sur le plan humanitaire, ainsi que sur d'autres violations massives des droits fondamentaux des femmes.

À sa sixième Conférence internationale sur la législation, tenue en 1994, la Fédération a modifié ses

principes directeurs en matière de droits fondamentaux des anciens combattants et victimes de guerre afin de tenir compte du nombre croissant de victimes civiles, en particulier des femmes et des enfants. Ces Principes directeurs, qui constituent une synthèse des principes de base que les gouvernements devraient adopter, stipulent dans leur préambule que les recommandations doivent également prendre en compte les changements intervenus dans la nature des conflits armés; le nombre croissant de victimes civiles, en particulier de femmes et d'enfants; et les problèmes qui se posent au personnel des forces de maintien de la paix de l'ONU.

Dans toutes les résolutions qu'elle a adoptées, la Fédération a exprimé sa préoccupation devant la violation des droits fondamentaux des femmes dans les conflits armés. C'est ainsi que dans une résolution adoptée en 1997 intitulée «Victimes de guerre et droits de l'homme», elle s'est félicitée que la question des femmes dans les conflits armés ait été retenue parmi les quatre thèmes de la session de 1998 de la Commission et a également exprimé son appui au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui devrait donner aux individus et aux groupes le droit de pétitions améliorant ainsi la protection des droits des femmes.

La protection des droits fondamentaux des femmes en temps de guerre vient également d'être renforcée par la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies, tenue à Rome en 1998, à l'issue de laquelle 120 pays ont approuvé la création d'une cour pénale internationale. La Fédération mondiale des anciens combattants, qui milite depuis de longues années pour la création d'un tel organe juridique international, a salué cette initiative internationale courageuse. À sa vingt-deuxième Assemblée générale, tenue à Séoul en 1997, la Fédération avait une fois de plus demandé l'établissement d'une instance juridique internationale permanente pour connaître des crimes de guerre et autres crimes abominables. Elle a également invité ses associations membres à faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils signent et ratifient le Statut de la Cour pénale internationale.

Tout en regrettant que les institutions juridiques spécialisées ne disposent que d'une compétence territoriale limitée, la Fédération a engagé les États à prendre la décision de créer une cour pénale internationale permanente et indépendante, habilitée notamment à juger les personnes présumées coupables ou complices

de génocide, de crime contre l'humanité, de crime de guerre ou de toute autre violation grave du droit international humanitaire.

La Fédération a conjugué ses efforts avec ceux des ONG pour faire campagne en faveur de la ratification du Statut de Rome en rejoignant la Coalition des ONG pour la création d'une cour pénale internationale qui regroupe des dizaines d'organisations du monde entier. Considéré comme un acquis historique pour l'humanité, le Statut de Rome jette les bases de l'instauration d'un ordre mondial juste et libéré des crimes odieux qui ont marqué le XXe siècle, et améliore la protection des femmes victimes des conflits armés en qualifiant les sévices sexuels et le viol de crimes contre l'humanité.

L'alinéa g) de l'article 7 du Statut de Rome stipule explicitement que le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée et toute autre forme de violence sexuelle sont des crimes contre l'humanité. Il s'agit là d'un progrès considérable dans l'affirmation des droits fondamentaux des femmes. En 1999, la Commission, constituée en comité préparatoire, a été saisie de diverses propositions visant à affiner ou modifier la formulation du Statut de Rome. Certains États ont tenté de restreindre la définition de la notion de crime contre l'humanité, notamment au paragraphe 2 de l'article 7, afin que la violence à l'égard des femmes, telle que définie, ne s'applique pas dans les cas où elle est commise au sein de la famille ou dans le cadre de normes religieuses ou culturelles.

Ces propositions d'amendement auraient pour effet d'empêcher la justice de connaître des violations des droits fondamentaux des femmes lorsqu'elles sont commises dans le cadre de la famille, et peut-être même dans un environnement dit pacifique. C'est pourquoi nous préconisons de rejeter fermement ce type de propositions et de garder en l'état les dispositions du Statut de Rome relatives à cette question. Par ailleurs, il faudrait préciser que la formule «toute autre forme de violence sexuelle» doit inclure tous les crimes sexuels, faute de quoi, le Statut établirait un crime plus rigoureux pour ces infractions. Le harcèlement et la discrimination doivent également être considérés comme des délits passibles de poursuites.

Il est regrettable que l'article 8 du Statut relatif aux crimes de guerre ne comporte pas de définition précise du viol, de l'esclavage sexuel, etc., alors que

cette définition figure dans le Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Il serait souhaitable d'inclure la violence sexuelle dans la catégorie des crimes de guerre afin de mieux protéger les femmes. Nous engageons les futurs organes préparatoires à prendre en compte cet élément lorsqu'ils examineront le Statut.

L'occasion qui s'offre de contribuer à enrichir le Statut de la Cour pénale internationale que tout le monde attendait depuis longtemps doit être saisie au vol. La création de cette institution juridique est une occasion unique, non seulement pour rendre justice aux femmes victimes de violences sexuelles durant la guerre, mais aussi pour éviter que de tels crimes ne se reproduisent. En tant qu'organisation ayant pour vocation de promouvoir les droits de l'homme de manière générale, la Fédération engage la Commission à accorder, lors de sa quarante-quatrième session, toute l'attention voulue au domaine critique «les femmes dans les conflits armés» et à user de son influence pour appuyer les propositions susmentionnées relatives au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.